



# Agri'News

TRIMESTRIEL D'INFORMATIONS DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES AMÉNAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES N° 10 AVRIL - JUIN 2019

## Journée Nationale du Paysan Le Président du Faso à l'écoute des producteurs





**Salifou OUEDRAOGO,**

Ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles

La campagne agricole de saison humide s'installe progressivement dans les villes et villages. Nous avons lancé officiellement les activités de production de cette campagne agricole de saison humide, le samedi 25 mai dernier à Tiéfora, dans la région des Cascades. Avec l'ensemble des acteurs du secteur agricole, nous nous sommes fermement engagés à concourir à l'obtention de 5 800 000 tonnes de céréales, 1 700 000 tonnes de cultures de rente et plus de 980 000 tonnes d'autres cultures vivrières.

Nous sommes persuadés de la mobilisation des producteurs agricoles autour de ces objectifs de production. Une fois encore, nous saluons les efforts fournis par nos braves paysans, malgré l'austérité de l'environnement, pour assurer à tous les habitants du Burkina Faso une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable et créer des richesses au profit du pays tout entier.

Pour atteindre les résultats escomptés, nous poursuivrons la mise en œuvre de nos actions,

# CAMPAGNE AGRICOLE : ENSEMBLE, RÉALISONS NOS OBJECTIFS DE PRODUCTION !

stratégies et programmes de soutien au monde paysan. Les mesures d'accompagnement des activités consistent en la mise à disposition des producteurs d'intrants, d'équipements agricoles et d'aménagements divers. La construction d'infrastructures de post-récoltes, la sécurisation foncière, la structuration du monde rural, l'appui-conseil de proximité et les opérations de renforcement de capacités des acteurs des chaînes de valeurs complètent la batterie de mesures.

Par ailleurs, le Gouvernement a pris la pleine mesure des conséquences du contexte sécuritaire sur les activités agro-sylvo-pastorales. De ce fait, il a réitéré son engagement, à l'occasion de la 21<sup>e</sup> édition de la Journée Nationale du Paysan (JNP) tenue du 25 au 27 avril 2019 à Gaoua, de mettre un point d'honneur à assurer la sécurité des exploitations agricoles et des ménages ruraux, menacés par l'insécurité. Dans cette optique, une stratégie d'adaptation et de réponse à la situation sécuritaire

dans le domaine agricole est définie.

Nous adressons nos vives félicitations à tous les acteurs du monde rural pour leur formidable contribution à l'organisation réussie de la 21<sup>e</sup> JNP. Ce grand rendez-vous du secteur agro-sylvo-pastoral a abouti à des engagements forts pour la transformation structurelle de l'agriculture burkinabè. Le processus d'affinement du nouveau modèle d'exploitation agricole, présenté aux participants de cette biennale, est bouclé. Il s'agira d'équiper chaque parcelle de plus de 02 hectares d'un forage, d'un système de stockage d'eau, d'un kit solaire, d'une pompe immergée et d'un dispositif d'irrigation. La mise à l'échelle de ce modèle, prévue dans les prochains jours, permettra de mettre fin aux cycles de déficits céréaliers par la production de plus d'un million de tonnes additionnelles de céréales en trois cycles de production par an. Un levier de création d'emplois, de réduction des mouvements migratoires et de croissance économique partagée !

# Sommaire

## 2 *Editorial*

Ensemble, réalisons nos objectifs de production

### *Agri'Actu*

- 4 Journée Nationale du Paysan : Le président du Faso à l'écoute des producteurs
- 5 Journée Nationale du Paysan : Les acteurs s'engagent à relever les défis alimentaires et sécuritaires
- 6 Journée Nationale du Paysan : Les participants s'approprient les enjeux
- 7 Journée Nationale du Paysan : Le Premier Ministre lance un programme d'approvisionnement en eau
- 8 Campagne Agricole : Le ministre Salifou OUEDRAOGO donne le premier coup de tracteur à Tiéfora
- 9 Journée Promotionnelle de l'oignon de Namissiguima : Le coup de pouce du ministre Salifou OUEDRAOGO

- 11 Relance de la filière cotonnière : Le comité de haut niveau échange avec les producteurs

### *Agri'Focus*

- 12 Appuis à la production agricole : Le bilan de l'opération examiné
- 14 Mécanisation agricole : La LONAB offre du matériel aux producteurs
- 15 Semences agricoles : Les producteurs tiennent une tribune de promotion
- 16 Recherche agricole : Un regain d'intérêt pour les cultures orphelines
- 17 Transformation des chaînes de valeurs agricoles : Le ministre Salifou OUEDRAOGO présente les conditions de faisabilité à Rome
- 18 Productivité agricole : « Le Burkina Phosphate est incontournable pour une production agricole durable »

### *Agri'Inter*

- 20 Conférence sur l'agriculture et l'alimentation en temps de crises : Un dispositif international de lutte contre l'insécurité alimentaire
- 21 UEMOA : Un niveau des récoltes globalement satisfaisant

- 23 Coopération agricole : La Chine soutient les exploitants du site maraîcher de Tintilou

- 24 Agriculture contractuelle : Le PACTE obtient le quitus de l'Assemblée nationale

### *Agri'Plus*

- 25 Sécurité alimentaire : Un plan de soutien au profit des personnes vulnérables
- 27 Programme de croissance économique dans le secteur agricole : Bientôt un marché à bétail pour Sissamba
- 28 Gestion foncière rurale : Le système d'information foncier présenté aux acteurs
- 29 Economie agricole : Un comptoir d'achat de maïs et un marché à bétail pour Léo
- 31 Dialogue social : Le ministre Salifou OUEDRAOGO poursuit les échanges avec les partenaires sociaux



JOURNÉE NATIONALE DU PAYSAN

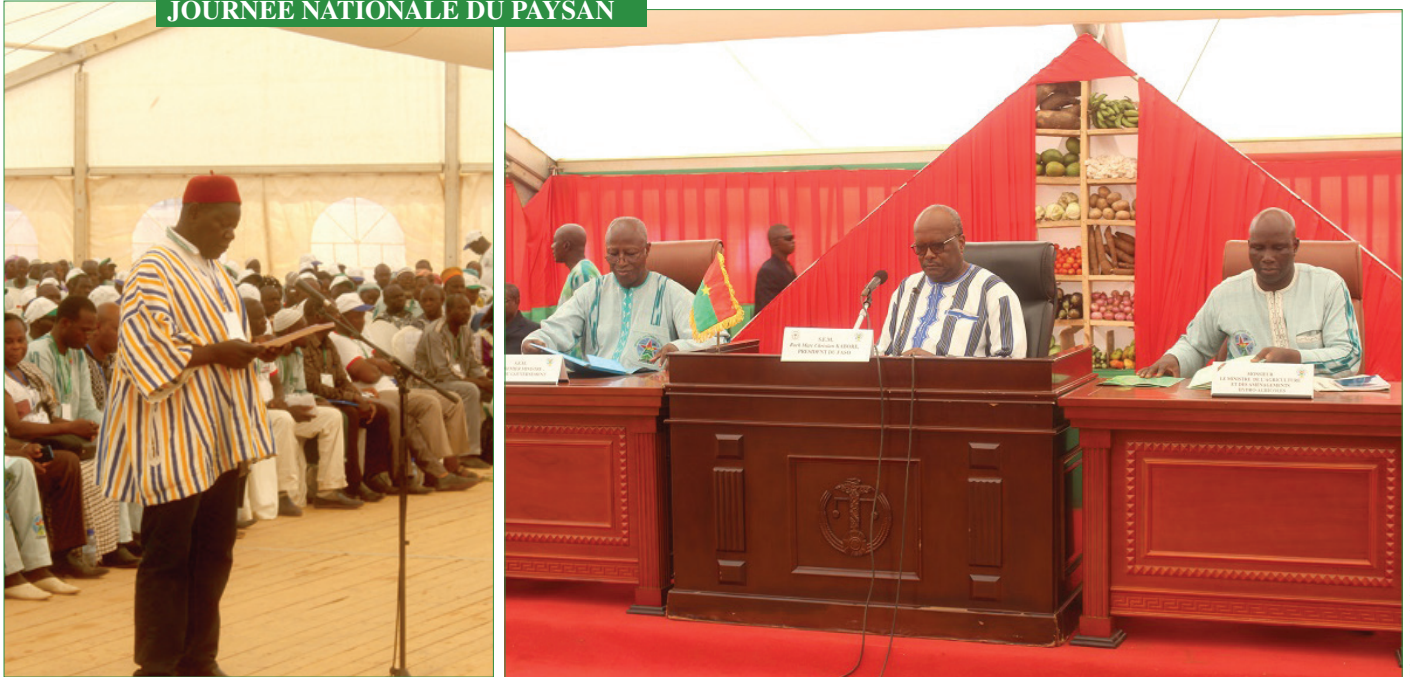


Photo: M.A.A.H.

Après avoir écouté les producteurs, le Président du Faso a instruit l'ouverture d'un guichet spécial à la Banque agricole du Faso, en attendant la mise en place du Fonds de développement agricole.

# Le Président du Faso à l'écoute des producteurs

Le Président du Faso, Roch Marc Christian KABORE, s'est entretenu avec les acteurs du développement rural, au dernier jour de la 21ème édition de la Journée Nationale du Paysan (JNP), tenue à Gaoua du 25 au 27 avril 2019. Au cours des échanges, les producteurs, à travers leurs représentants régionaux et leurs organisations faïtières, ont dressé le bilan de la mise en œuvre des recommandations de la précédente JNP et fait part de leurs préoccupations au Chef de l'État, Roch Marc Christian KABORE et son Gouvernement y ont apporté des réponses.

La 21e édition de la Journée Nationale du Paysan a atteint son clou le samedi 27 avril 2019 avec les échanges directs entre le Président du Faso, Roch Marc Christian KABORE, son Gouvernement et les producteurs. Le Président, Roch Marc Christian KABORE, a apprécié la mobilisation des paysans autour du thème : « *Défis de la sécurité alimentaire dans un contexte d'insécurité : quelles stratégies d'accompagnement des exploitations agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques* », preuve pour lui d'une victoire sur les adversités du moment. « *La tenue même de cette 21e édition de la JNP montre la résilience du peuple burkinabè et des producteurs que vous êtes, face à cette situation* », a-t-il dit. Les échanges avec les producteurs ont permis de faire le point de la mise en œuvre des recommandations de la JNP 2017, tenue à Kaya. Ce bilan montre que certaines recommandations sont en cours de réalisation, tandis que d'autres sont entièrement réalisées. Agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et arboriculteurs ont ensuite fait part au Président du Faso des préoccupations

soulevées lors des fora régionaux.

Parmi ces préoccupations figure en première place le contexte sécuritaire. Les paysans ont souhaité un renforcement des mesures sécuritaires afin de leur permettre de mener leurs activités dans la quiétude. Ils ont dit aussi rencontré des difficultés pour produire en saison sèche, car ne disposant pas suffisamment de retenue d'eau. La spéculation foncière inquiète également les agriculteurs qui voient leurs terres retirées par les promoteurs immobiliers. L'accès aux intrants constitue une difficulté pour les paysans. La cohabitation avec les pachydermes dans certaines régions abritant les forêts classées suscite également des inquiétudes. Les paysans ont également posé le problème de l'enclavement des zones de production notamment dans les régions de l'Est et de la

Boucle du Mouhoun, entravant la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux, halieutiques et fauniques. En outre, le manque de comptoirs d'achat, la faible capacité de transformation et la concurrence déloyale constituent des freins à l'écoulement de la production. En matière de financement, les interlocuteurs du Président du Faso ont salué l'opérationnalisation de la Banque agricole du Faso, mais ont plaidé pour l'effectivité du Fonds de développement agricole. Ils ont formulé des recommandations pour la disponibilité de l'eau agricole et la mise en place de la centrale d'achat de matériel et des intrants agricoles. Le Gouvernement a apporté des réponses aux préoccupations posées. Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, a informé les paysans *Suite de la page 12*



Le président du Faso, Roch Marc Christian KABORE procédant à l'ouverture de la foire de la JNP

# Les acteurs s'engagent à relever les défis sécuritaires et alimentaires

Le président Roch Marc Christian KABORE a présidé la cérémonie d'ouverture de la 21<sup>ème</sup> Journée Nationale du Paysan, le vendredi 26 avril 2019 à Gaoua, en présence de plus de 1000 producteurs venus des treize régions du pays. La décoration d'acteurs du monde rural et la visite de stands d'exposition de produits agro-sylvo-pastoraux, halieutiques et fauniques ont marqué l'acte inaugural du rendez-vous du monde paysan.

« *Défis de la sécurité alimentaire dans un contexte d'insécurité : quelles stratégies d'accompagnement des exploitations agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques* », c'est sous ce thème que s'est tenue la 21<sup>ème</sup> Journée Nationale du Paysan (JNP), du 25 au 27 avril 2019, dans la cité du Bafuji. Cette Journée marque solennellement la reconnaissance de la Nation aux acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique. Selon le président du Faso, Roch Marc Christian KABORE, le thème de cette 21<sup>ème</sup> JNP est bien à propos, au regard du contexte sécuritaire actuel. « *Dans certaines régions, les attaques terroristes ont entraîné le déplacement de populations. Ce qui pose un problème de terrains pour les cultures, en ce début d'hivernage* », a-t-il déploré. Il a assuré qu'avec les Forces de défense et de sécurité (FDS), des dispositions sont prises pour garantir la quiétude des populations. Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles,

Salifou OUEDRAOGO, a rappelé que le secteur agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique est l'épicentre de la politique nationale de développement. Pour lui, le développement socioéconomique du Burkina passe par la transformation structurelle de l'agriculture, conformément à la vision du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). Et pour ce faire, a rappelé le ministre Salifou OUEDRAOGO, plusieurs actions et mesures fortes ont été réalisées. Il s'agit, entre autres, de la création de la Banque Agricole du Faso visant à améliorer l'accès des acteurs des différentes chaînes de valeurs agricoles au financement et de l'appui à plus de 645 projets à travers le Fonds de développement de l'élevage. L'adoption d'un Code des investissements agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique pour encourager l'investissement privé dans ledit secteur agricole, le financement, par le Fonds d'Intervention pour l'Environnement, de 197 microprojets d'aménagement forestiers, 32 Programmes de

Développement Intégrés Communaux, 15 groupements de la filière anacarde, la diffusion de 17 tonnes de semences forestières améliorées et la mise en terre de 4 200 000 plants constituent la preuve de l'engagement du Gouvernement dans la quête de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le ministre Salifou OUEDRAOGO a également fait noter la réalisation de nombreuses infrastructures agro-sylvo-pastorales et halieutiques tels les marchés à bétail, les nouveaux barrages et forages au profit des populations. « *En plus, l'adoption récente des décrets d'application de la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale halieutique et faunique confèrera aux acteurs du secteur un statut spécifique d'agriculteurs, ce qui contribuera à donner un nouveau regard à l'activité agricole parce que plus qu'une activité, elle est aussi et surtout un métier, une vocation* », a relevé le ministre Salifou OUEDRAOGO.

Cependant, il a estimé que ces actions restent insuffisantes au regard des difficultés vécues au quotidien par les producteurs et productrices ainsi que les défis à relever pour l'atteinte des ambitions de développement du secteur. D'où la nécessité, selon lui, de murir les réflexions, en élargissant la concertation aux acteurs de base directement touchés, afin de développer des mécanismes efficaces pour assurer la continuité de la production et *Suite à la page 7*

# Les participants s'approprient les enjeux



Photo: M.A.H.

Selon le ministre Salifou OUEDRAOGO, le thème de la 21<sup>ème</sup> JNP traduit l'engagement du Gouvernement à travailler à accroître les performances globales du secteur rural

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, a présidé la cérémonie d'ouverture du forum et des ateliers sectoriels de la 21<sup>ème</sup> Journée nationale du paysan (JNP). C'était le 25 avril 2018, à Gaoua, dans la région du Sud-Ouest, en présence des producteurs des 13 régions du Burkina.

**L**e forum et les ateliers sectoriels entrant dans le cadre de la 21<sup>ème</sup> Journée nationale du paysan ont débuté le 25 avril 2019. Ces rencontres ont pour objectif d'accroître la compréhension et l'appropriation des différents actes de la Journée Nationale du Paysan par les participants. A la cérémonie d'ouverture, le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, a rappelé que le secteur rural dispose d'importants atouts. En effet, il bénéficie d'un potentiel de terres arables estimées à 9 millions d'hectares, de la disponibilité d'environ 1 200 plans d'eau permettant de mobiliser près de cinq (05) milliards de mètres cubes d'eau de surface par an pour le développement de l'irrigation, de la pêche et de l'aquaculture. Autres atouts, le secteur rural est fort d'un cheptel numériquement important et diversifié et de l'existence d'importantes zones pastorales et agro-écologiques. A ces potentialités, s'ajoutent une diversité d'espèces ligneuses et l'expansion d'unités de pisciculture.

Cependant, l'agriculture burkinabè demeure tributaire de nombreuses contraintes tels que les aléas climatiques, la volatilité des prix des produits agricoles, les attaques parasitaires, la non-maîtrise des itinéraires techniques de production, la faible mécanisation et l'insuffisance des financements. « Ces difficultés se traduisent par les déficits récurrents de la production agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique, exposant les producteurs à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté. Cette situation est exacerbée par le contexte sécuritaire actuel, faisant courir aux exploitations agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques des risques de contre-performances aggravées », a déploré le premier responsable en charge de l'Agriculture. C'est pour réfléchir sur

cette problématique, a confié le ministre Salifou OUEDRAOGO, que les acteurs du monde rural se sont réunis à cette 21<sup>ème</sup> JNP autour du thème : « Défi de la sécurité alimentaire dans un contexte d'insécurité : Quelles stratégies d'accompagnement des exploitations agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques ? ».

Selon lui, ce thème traduit également l'engagement du Gouvernement du Burkina Faso et de ses partenaires à travailler d'arrache-pied afin de rompre ce cycle de vulnérabilité et d'accroître les performances globales du secteur rural. Les pistes de transformation structurelle de l'économie agricole burkinabè, a fait noter le ministre Salifou OUEDRAOGO, sont tracées par le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) qui entend « développer durablement

Suite à la page 11

# Le Premier ministre lance un programme d'approvisionnement en eau

Le Premier ministre, Christophe Joseph Marie DABIRE, a présidé la cérémonie officielle de lancement du Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement (PAEA), le jeudi 25 avril 2019, à Kilingbara dans la commune de Kampti, province du Poni, dans la région du Sud-Ouest. Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, y a pris part, aux côtés du ministre de l'Eau et de l'Assainissement, Ambroise OUEDRAOGO.



Photo: M.A.A.H.

Selon le Premier ministre Christophe Joseph Marie DABIRE, ce programme va mettre fin à la corvée eau dans plusieurs régions

**E**n séjour dans la région du Sud-Ouest, dans le cadre de la 21<sup>e</sup> édition de la Journée nationale du paysan (JNP), le Premier ministre Christophe Joseph Marie DABIRE a procédé au lancement du Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement (PAEA), le jeudi 25 avril 2019 à Kilingbara, dans la commune de Kampti. Le programme financé, par la Banque mondiale à hauteur de 150 milliards de francs CFA, va permettre à 1 160 000 personnes d'accéder aux services d'eau potable et d'assainissement, d'actualiser les connaissances des ressources en eau souterraine et de surface, d'assurer un cadre de gestion et de former du personnel des services chargés de la gestion de l'eau. Selon le Premier ministre Christophe Joseph Marie DABIRE, la mise en œuvre de ce programme entre dans le cadre de la réalisation des engagements du Président du Faso, Roch Marc Christian KABORE. « *Le président avait pris l'engagement de faire en sorte que les populations et particulièrement les femmes ne connaissent plus de corvées*

*d'eau* », a dit le Chef du Gouvernement.

Le Programme dont le coût est estimé à 180 milliards de francs CFA sera mis en œuvre dans huit régions, dont quatre sont concernées par le volet « *Hydrauliques rurales* ». Il s'agit des régions à faible taux d'accès à l'eau potable. Ce sont les Hauts-Bassins, les Cascades, la Boucle du Mouhoun et le Sud-Ouest. Le ministre Ambroise OUEDRAOGO a indiqué qu'à terme, le PAEA va réaliser, entre autres, pour les zones rurales, 1 200 forages équipés de pompes à motricité humaine, réhabiliter 90 adductions d'eau, construire 50 000 latrines familiales et 10 200 cabines d'assainissement équipées de système de lavage de mains. En milieu urbain, les populations bénéficieront de 82 000 nouveaux branchements privés, 330 bornes fontaines, l'augmentation de la production d'eau de 17 000 m<sup>3</sup> par jour et la construction de 85 000 nouvelles latrines. Le Programme contribuera également à la création de 10 000 emplois dont 1 303 pour les femmes dans le cadre de la gestion des bornes fontaines ●

## Suite de la page 5

contribuer ainsi à l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burkina. Concernant le format de la JNP, le ministre Salifou OUEDRAOGO a confié que les innovations proposées sont relatives à la création d'un secrétariat permanent rattaché à la chambre nationale d'agriculture et à la mise en place d'un mécanisme de financement tripartite (Etat, partenaires techniques et financiers, et Acteurs directs). Les parties prenantes ont également jugé nécessaire de réaliser les investissements agro-sylvo-pastoraux, halieutiques et fauniques dans la région accueillant la manifestation. Le premier responsable en charge de l'Agriculture a invité tous les acteurs à assurer une mise en œuvre diligente de ces réformes pour permettre de tirer un meilleur profit de ce cadre de concertation.

A cette occasion, 141 acteurs du secteur rural ont été faits Chevaliers de l'Ordre du mérite du développement rural, dans les agrafes Agriculture, Pêche et pisciculture, Environnement, Artisanat et Elevage. Le Gouvernement a remis aux producteurs des 13 régions du pays des semences, du matériel et des équipements agricoles d'une valeur de plus de 77 millions de francs CFA à l'effet de soutenir la production et la productivité agricole. Ils ont également reçu du phosphate pour l'amendement des sols d'une valeur de 41 millions de francs CFA.

Le Chef de l'Etat, Roch Marc Christian KABORE, a procédé à l'ouverture de la foire agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique. Puis, il a visité les stands d'expositions des produits nationaux et apprécié les fruits du labeur des braves paysans. En fin de soirée, une délégation ministérielle conduite par le Premier ministre Christophe Joseph Marie DABIRE s'est rendue dans l'exploitation agricole du producteur Gaston PALENFO. Le chef du Gouvernement a félicité l'agriculteur qui s'emploie à produire, en toute saison, du maïs, du riz et bien d'autres cultures sur un terrain de trente hectares. M. DABIRE a clos cette sortie agricole dans une unité de transformation de manioc où il a félicité les actrices pour les efforts de valorisation de la production nationale ●



Le ministre Salifou OUEDRAOGO a donné le top départ de la campagne agricole par un coup de tracteur.

Photo: M. A. A. H.

# Le ministre Salifou OUEDRAOGO donne le premier coup de tracteur à Tiéfora

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, a procédé au lancement de la campagne agricole de saison humide 2019-2020, le samedi 25 mai 2019 à Tiéfora, dans la province de la Comoé, région des Cascades, sous le thème : « *Quel modèle d'exploitation pour une transformation structurelle et une résilience du secteur agricole ?* ». C'était en présence du ministre délégué chargé de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, Urbain Ibrahim COULIDIATI.

La campagne agricole 2019-2020 est officiellement lancée. C'est par un coup de tracteur attelé d'un semoir que le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, a donné le top départ de la campagne, le samedi 25 mai dernier, à Tiéfora, dans la région des Cascades. Placée sous le thème : « *Quel modèle d'exploitation pour une transformation structurelle et une résilience du secteur agricole ?* », la cérémonie officielle de lancement vise à partager les grandes orientations du département et les mesures d'accompagnement aux producteurs pour la campagne agricole de saison humide. Pour le Président de la Chambre Nationale d'Agriculture, Moussa KONE, le thème de la présente campagne agricole est à saluer car il est important de repenser l'agriculture burkinabè avec une meilleure maîtrise de l'eau pour la production afin de prévenir les chocs pluviométriques. Il a également remercié le Gouvernement burkinabè pour les efforts consentis pour le développement du secteur agricole. Il s'agit, entre autres, de la création de la Banque agricole du Faso (BADF), des subventions d'intrants et d'équipements agricoles, de l'aménagement de bas-fonds et de périmètres irrigués, de l'appui-conseil aux producteurs et de l'adoption des textes règlementaires dans le

secteur agricole. « *Au regard de la dynamique en matière de réflexions entreprises par le ministère en charge de l'Agriculture sur le modèle d'exploitation approprié pour une transformation structurelle de notre agriculture, je voudrais saluer les efforts entrepris par l'État et ses partenaires* », a-t-il ajouté. Par ailleurs, Moussa KONE, a rassuré de la disponibilité de tous les acteurs à collaborer avec les services techniques et les agents d'appui-conseil agricole afin de renforcer les acquis de la campagne écoulée et de relever les défis pour la réussite de cette campagne agricole.

Pour le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle passe par l'accroissement de la résilience et de la performance du système agricole. Ce qui nécessite une transformation structurelle de l'agriculture à travers l'implémentation de

nouveaux modèles de production plus innovants et plus résilients face aux aléas pluviométriques. Et d'ajouter que pour cette campagne, il est attendu 5 800 000 tonnes de céréales, 1 700 462 tonnes de cultures de rente et 986 946 tonnes de cultures vivrières. Pour l'atteinte de ces résultats, des intrants et équipements agricoles ainsi que des terres aménagées ont été mis à la disposition des producteurs.

A l'issue de l'acte de lancement, le premier responsable du département en charge de l'Agriculture, Salifou OUEDRAOGO, a présidé la signature de convention entre le Bureau national des chambres régionales d'agriculture et le cabinet d'études Ecodata en vue de l'utilisation accrue des technologies de l'information et de la communication dans le secteur agricole. Il a également rendu une visite de courtoisie au Chef de Canton de Karabola, Sa Majesté Maouran.

Suite à la page 9



# Le ministre Salifou OUEDRAOGO visite des installations agricoles

Le Ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, a visité, le jeudi 18 avril 2019 à Bobo-Dioulasso, région des Hauts-Bassins, la société Neema agricole du Faso (NAFASO), le Centre Agricole Polyvalent de Matourkou (CAP/Matourkou) et s'est entretenu avec le personnel de la Direction régionale en charge de l'Agriculture. Il s'est agi pour le ministre de constater de visu le fonctionnement de ces infrastructures agricoles et d'encourager le personnel de la direction régionale.



Le savoir-faire de la Société Neema agricole du Faso (NAFASO) a été présenté au ministre Salifou OUEDRAOGO

La société Neema agricole du Faso (NAFASO) située dans l'arrondissement de Dô, au secteur n°23 de Bobo-Dioulasso œuvre dans la production, la commercialisation et la diffusion des semences de variétés améliorées au Burkina Faso et dans la sous-région. A NAFASO, le ministre Salifou OUEDRAOGO a visité les installations de l'unité fixe de conditionnement des semences ainsi que les magasins de stockage et de conservation des semences. La société produit près de 6 500 tonnes de semences qui sont distribuées à travers l'Afrique. Leader dans le secteur semencier au Burkina, la société NAFASO a contribué à accroître le rendement de plusieurs producteurs semenciers, à créer plus de 200 emplois stables et à renforcer les capacités des agriculteurs. A travers cette visite, le ministre Salifou OUEDRAOGO a encouragé le promoteur, Abdoulaye SAWADOGO, et l'exhorter à continuer dans la performance. Selon

le ministre, l'expertise du Burkina dans le domaine des semences mérite d'être valorisée et extériorisée. Pour le Président de la société NAFASO, Abdoulaye SAWADOGO, la visite du premier responsable en charge de l'Agriculture le réconforte dans son travail et l'interpelle à garder cet élan de professionnalisme.

Au Centre Agricole Polyvalent de Matourkou (CAP/M), le ministre a échangé avec l'ensemble du personnel. Il s'est réjoui des nombreuses potentialités existantes au sein du Centre. Le ministre a souhaité un engagement sans faille de tout le personnel à accompagner les initiatives développées afin que le CAP/M puisse s'autofinancer. Il a précisé que le Centre dispose d'un potentiel de 1 000 hectares de terres dont 650 hectares peuvent être aménagés. « C'est une grosse opportunité de pouvoir trouver les mécanismes pour que le Centre de Matourkou s'autofinance et de développer des activités au sein du CAP pouvant contribuer à la formation

pédagogique des élèves », a déclaré le ministre Salifou OUEDRAOGO. Il a invité les responsables du Centre à développer le partenariat public-privé pour davantage responsabiliser les élèves et les amener à s'intéresser à l'entrepreneuriat agricole.

A la Direction régionale de l'Agriculture des Hauts-Bassins, le ministre Salifou OUEDRAOGO a suivi une brève présentation des potentialités agricoles de la région. Il s'est également entretenu avec le personnel de la direction.

Tout en prêtant une oreille attentive aux préoccupations des personnels du CAP/M et de la Direction régionale, le ministre les a assurés de son entière disponibilité à les accompagner dans la création de conditions de vie et travail favorables. Il les a invités à s'investir, à s'unir et à être engagés autour des objectifs de leurs différentes structures. Le ministre Salifou OUEDRAOGO a également insisté sur la nécessité de mettre en place des cadres de concertation périodiques dans toutes les directions et de travailler en synergie avec les organisations paysannes. Il a invité les personnels des deux structures à travailler en équipe tout en répondant aux besoins des producteurs. « Ce n'est qu'à ce prix que nous ferons de notre agriculture, une agriculture performante », a-t-il souligné ●

Suite de la page 8

Celui-ci a marqué sa disponibilité à soutenir les initiatives Gouvernementales de développement agricole. Le ministre Salifou OUEDRAOGO a aussi présenté le nouveau modèle d'exploitations agricoles aux directeurs régionaux de l'Agriculture. Il s'est enquis de l'Etat de mise à disposition des intrants aux producteurs dans toutes les régions du pays et a fourni des orientations pour améliorer le style de management des directeurs régionaux de l'Agriculture. Puis, il s'est entretenu avec le personnel opérant dans la région des Cascades sur les difficultés rencontrées dans l'accomplissement de ses missions. Marquant sa disponibilité à améliorer les conditions de travail, le ministre OUEDRAOGO a appelé ses collaborateurs à plus de dévouement dans la quête de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable ●



Photo: M.A.A.H.

Le ministre Salifou OUEDRAOGO récompensant les meilleurs producteurs d'oignons de la commune.

## Le coup de pouce du ministre Salifou OUEDRAOGO

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, a présidé l'ouverture de la 3e Journée promotionnelle de l'oignon de la commune de Namissiguima à Tougou, dans la région du Nord, le dimanche 14 avril 2019. Tenue sous le thème : « *Contribution de la production de l'oignon à l'autonomisation socioéconomique des femmes et des jeunes dans la commune de Namissiguima : défis et perspectives* », cette plateforme va permettre de fédérer les actions autour de la culture maraîchère en général et de l'oignon en particulier. A cette occasion, le ministre Salifou OUEDRAOGO s'est engagé à achever des travaux de construction du comptoir d'achat d'oignons.

**L**a commune de Namissiguima a célébré pour la troisième fois la Journée promotionnelle de l'oignon, le dimanche 14 avril 2019, dans le village de Tougou. Placée sous le thème « *Contribution de la production de l'oignon à l'autonomisation socioéconomique des femmes et des jeunes dans la commune de Namissiguima : défis et perspectives* », cette journée a été présidée par le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO.

A travers cette célébration, le maire de la commune de Namissiguima, Amadé BELEM, espère impliquer tous les acteurs de la chaîne de valeur oignon et des autres cultures maraîchères de la région afin de permettre une maîtrise des cultures maraîchères. A en croire Amadé BELEM, la culture de l'oignon a apporté un plus à sa commune. « *La production de l'oignon a entraîné une amélioration*

*du train de vie de la population de Namissiguima du point de vue habitat et nutrition* », a-t-il dit. Les producteurs ont saisi l'occasion pour soumettre au Gouvernement des doléances en vue de permettre le développement de la filière. Il s'agit entre autres de la réhabilitation du barrage de la commune et de la réalisation d'infrastructures de stockage.

En réponse à ces doléances, le ministre Salifou OUEDRAOGO a pris l'engagement d'œuvrer à la réhabilitation du barrage de Tougou et à l'achèvement des travaux de construction du comptoir d'achat d'oignons afin de faciliter

l'écoulement des productions. Il a aussi remis, en récompense aux producteurs méritants, des intrants et équipements agricoles d'une valeur de plus de 4 millions de francs CFA. Pour lui, la journée promotionnelle de l'oignon offre une opportunité d'affaires aux producteurs de la région. Il s'est dit satisfait des activités maraîchères de la commune et de la région en général. En effet, pour la campagne 2018-2019, la commune a emblavé 213 ha d'oignons avec une production estimée à 4 500 tonnes et des revenus attendus de 650 millions de francs CFA. Des chiffres qui ont hissé la région du Nord au premier rang de la production maraîchère au Burkina Faso ●

# Le Comité de haut niveau échange avec les producteurs

Le Comité de haut niveau pour la relance de la production du coton a entrepris une tournée de sensibilisation dans la région des Hauts-Bassins, le 09 mai 2019. Après une visite de courtoisie aux autorités coutumières, le Comité de haut niveau, conduit par son président, le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Harouna KABORE, s'est entretenu avec les producteurs de la zone cotonnière de Bobo Dioulasso.

Photo: M.A.A.H.



Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, a conseillé les producteurs de suivre rigoureusement les itinéraires techniques pour de meilleurs rendements.

**L**e Comité de haut niveau de relance de la filière cotonnière a échangé avec les producteurs de la zone cotonnière de Bobo-Dioulasso, le 09 mai 2019. Une rencontre qui a pour objectif de trouver des solutions afin de booster la production cotonnière et permettre ainsi au Burkina de reconquérir la place de premier producteur ouest africain d'or blanc. La parole a été donnée aux cotonculteurs pour qu'ils posent leurs préoccupations. Pour la plupart, les difficultés sont relatives aux impayés internes et externes. Les producteurs de coton ont plaidé pour un règlement de cette question par le Gouvernement, estimant que les dettes qui pèsent sur eux, suite aux campagnes cotonnières précédentes, constituent un frein à leurs activités.

Le président du Comité de haut niveau de relance de la filière cotonnière, le

ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Harouna KABORE, a rappelé que le Gouvernement a consenti, en faveur du secteur cotonnier, un appui de 17 milliards de francs CFA. Des mesures ont également été prises pour relever le prix d'achat du coton et assurer la subvention des intrants. Le ministre KABORE a demandé aux producteurs de s'investir dans la production cotonnière, en attendant l'évaluation exhaustive des dettes impayées et la décision Gouvernementale y afférente.

Le vice-président du Comité de haut niveau, le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, a expliqué qu'il faut emblaver au moins 2 millions d'hectares pour la relance de la production de l'or blanc. Il a conseillé les producteurs de suivre rigoureusement les itinéraires techniques de production afin de réaliser de meilleurs rendements. Il est à noter que cette rencontre d'échanges entre le

Comité de haut niveau et les producteurs est une recommandation de l'atelier national sur la relance de la production du coton, tenu courant mars 2019. Après la rencontre de Bobo-Dioulasso, le Comité de haut niveau a poursuivi sa tournée de sensibilisation dans les provinces du Kéné Dougou et des Balé ●

*Suite de la page 6*

*un secteur agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique productif et résilient, davantage orienté vers le marché et basé sur les principes de développement durable ». Pour y parvenir, le Gouvernement mène de nombreuses actions relatives à la mise à disposition d'intrants et équipements de production, à l'appui à la structuration des producteurs en sociétés coopératives, à la mise en place des services fonciers ruraux (SFR), à l'aménagement de périmètres irrigués, d'espaces pastoraux ●*

APPUI À LA PRODUCTION AGRICOLE

# Le bilan de l'opération examiné

Le ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles a organisé, le vendredi 17 mai 2019 à Ouagadougou, un atelier national portant sur le bilan des opérations de distribution des intrants, équipements agricoles et animaux de trait de la campagne agricole 2018-2019 et sur le projet de mécanisme de distribution des appuis 2019-2020. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Gouverneur de la région du Centre, Sibiri de Issa OUEDRAOGO, représentant le ministre en charge de l'Agriculture.

Pour accroître la production et la productivité agricoles et garantir une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable à la population, le Gouvernement soutient chaque année les producteurs vulnérables à travers un programme de subvention des facteurs de production que sont les engrais, les semences, le matériel agricole et les animaux de trait. Au titre de la campagne agricole 2018-2019, les opérations de distribution des intrants et matériels agricoles ont donné des résultats satisfaisants. Cependant, des difficultés et insuffisances ont été observées. C'est fort de ce constat que les acteurs du monde rural se sont réunis, le vendredi 17 mai dernier, pour examiner le mécanisme de distribution des appuis du Gouvernement aux producteurs afin de l'améliorer. Pour le Gouverneur de la région du Centre, Sibiri de Issa OUEDRAOGO, le présent atelier constitue un véritable cadre d'échanges et d'informations



Le mécanisme de distribution des appuis agricoles a été examiné par les différents acteurs.

permettant de formuler des recommandations pour une meilleure mise en œuvre des opérations de distribution des appuis au cours de la campagne agricole 2019-2020. «Au terme de la campagne agricole 2018-2019, il apparaît nécessaire qu'ensemble nous examinions de façon approfondie ces résultats mais

*aussi que nous examinions et validions le projet de mécanisme de distribution pour la campagne agricole 2019-2020. Nous devons donc faire une analyse critique et constructive du mécanisme de la campagne passée afin de mieux apprécier le mécanisme de celle à venir* », a-t-il dit ●

Suite de la page 4

qu'une somme de deux millions d'euros est déjà disponible pour la mise en place du Fonds de développement agricole. Le Chef de l'Etat a instruit l'ouverture d'un guichet spécial à la Banque agricole du Faso, en attendant la mise en place du Fonds de développement agricole. En sus, une unité de production d'engrais à base de phosphate sera créée d'ici la fin de l'année

Pour la maîtrise de l'eau agricole, le ministre Salifou OUEDRAOGO a annoncé la mise en œuvre prochaine d'un programme de construction de 10 000 bassins de collecte d'eaux de ruissellement et de 500 boullis. Des réponses apportées par les membres du Gouvernement, on note qu'une unité

de fabrication d'aliments pour bétail sera construite à Dori dans le Sahel. De plus, des unités de transformation de maïs et de tomates seront implantées respectivement à Dédougou et à Dy dans la Boucle du Mouhoun. Le Gouvernement s'est aussi engagé à lutter contre la fraude, à désenclaver les zones de production et à promouvoir la consommation des produits nationaux ●



Photo: M.A.A.H.

# L'opération en marche dans le Centre-Est

Le gouverneur de la région du Centre-Est, Antoine OUEDRAOGO, a présidé la cérémonie officielle de remise des intrants et équipements agricoles à prix subventionnés, pour la campagne agricole humide 2019-2020, au profit des producteurs de ladite région, le jeudi 13 juin 2019 à Garango, dans la province du Boulgou. La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités locales ainsi que des producteurs.



Pour le président du groupement Belandonoudon de Virou, Gaie NEYA, la subvention de l'Etat a permis au groupement d'étendre ses superficies exploitées.

Dans le cadre de l'amélioration des performances du système de production agricole, le Gouvernement met chaque année à la disposition des producteurs de toutes les régions du Burkina Faso des intrants et équipements agricoles. Le jeudi 13 juin dernier à Garango dans la province du Boulgou, région du Centre-Est, le gouverneur de ladite région, Antoine OUEDRAOGO, a présidé la cérémonie de remise officielle des intrants et équipements à prix subventionnés pour le compte de la campagne agricole humide 2019-2020, au profit des producteurs de sa région. Pour cette

année, l'appui du Gouvernement à la région du Centre-Est est composé de 396 tonnes de semences améliorées, 869 tonnes d'engrais, 1 270 unités de matériels agricoles et 1900 litres de pesticides. Pour ce qui est de la répartition par province, on note que la province du Boulgou dispose de 196,700 tonnes de semences améliorées, 457 tonnes d'engrais et 554 unités de matériels agricoles. La province du Koulpélogo bénéficie de 157,784 tonnes de semences améliorées, 179 tonnes d'engrais et 339 unités de matériels agricoles et la province du Kourittenga de 41,800 tonnes de semences améliorées, 243 tonnes d'engrais et 377 unités de matériels agricoles.

Selon les premières autorités de la région, ces appuis de l'Etat viennent renforcer les capacités de production des agriculteurs. Elles fondent l'espoir que la production de cette saison leur permettra d'améliorer la couverture des besoins alimentaires et nutritionnels ainsi que les revenus des ménages de leur région. Afin d'assurer une gestion efficiente de ces appuis, le gouverneur de la région, Antoine OUEDRAOGO, a affirmé que la distribution des intrants et équipements agricoles se fera selon le mécanisme de distribution élaboré par le ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles au titre de la campagne 2019-2020. Il a invité les acteurs impliqués dans l'opération de distribution au strict respect des consignes. Pour cette campagne agricole 2019-2020, les objectifs de production de la région sont de 421 568 tonnes de céréales, 143 679 tonnes de cultures de rente et 65 331 tonnes d'autres cultures vivrières ●



Photo: M.A.A.H.

Le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Dr Lamourdia THIOMBIANO (2e à partir de la gauche) recevant officiellement les équipements agricoles des mains du Directeur Général de la LONAB (1er à partir de la gauche).

## La LONAB offre du matériel aux producteurs

La Loterie nationale burkinabè (LONAB) a procédé à la remise officielle de matériels agricoles d'un montant d'environ 50 millions de francs CFA au ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, le vendredi 7 juin 2019 à Ouagadougou. Composé de deux cent houes mangas 5 dents, de deux cent charrues de six pouces et de cent charrues de 9 pouces, ce matériel est destiné aux producteurs des 13 régions du Burkina Faso.

Chaque année la Loterie nationale burkinabè soutient l'organisation de la Journée Nationale du Paysan (JNP) à travers un appui matériel aux producteurs. C'est dans cette dynamique qu'elle a remis du matériel agricole au ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles au profit des producteurs des 13 régions du Burkina, le vendredi 7 juin 2019. Pour le Directeur général de la LONAB, Simon TARNAGDA, c'est conscient des moyens limités des producteurs et à la faveur de la 21e édition de la Journée Nationale du Paysan que la Nationale des jeux du hasard a renoué avec la tradition en apportant sa contribution à travers un don de matériel agricole. « *J'ose espérer que ce matériel contribuera à renforcer les capacités opérationnelles sur le terrain et par ricochet, l'accroissement de*

*l'activité économique avec des impacts positifs et des effets sur l'économie nationale, à travers le développement de l'agriculture commerciale, la transformation agroalimentaire, l'accroissement de nombre d'emplois créés, l'augmentation de la valeur de la production et le développement des services conformément aux objectifs du Plan national de développement économique et social (PNDES) », a-t-il indiqué. Pour sa part, le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Dr Lamourdia THIOMBIANO, s'est réjoui du soutien de la LONAB aux efforts du*

département pour le développement du monde rural. Et de rappeler que pour l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, le Gouvernement s'est engagé à mettre à la disposition des producteurs 150 000 unités de matériels agricoles durant la période 2016 à 2020. Tout en souhaitant que cet exemple soit largement suivi par d'autres bonnes volontés, Dr Lamourdia THIOMBIANO a traduit la gratitude des acteurs du secteur rural au donateur du jour.

D'un montant d'environ 50 millions de francs CFA, ce matériel est composé de deux cent houes mangas 5 dents, de deux cent charrues de six pouces et de cent charrues de 9 pouces. Il est reparti entre les 13 régions du Burkina en fonction du besoin et de la disponibilité ●

# Les producteurs tiennent une tribune de promotion

L'Union nationale des producteurs semenciers du Burkina (UNPS-B) a tenu la première édition de ses Journées promotionnelles de semences agricoles améliorées certifiées (J-PROSAC) du 16 au 18 mai 2019, à la Maison du peuple de Ouagadougou. La cérémonie officielle d'ouverture a connu la présence du Président de l'Assemblée nationale Alassane Bala SAKANDE. Celle de clôture a été présidée par le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO.



Photo: M.A.A.H.

ces journées promotionnelles à savoir des panels et des remises de dons. Le Président de l'Assemblée nationale, Alassane Bala SAKANDE, a procédé à l'ouverture de l'exposition/vente de semences, organisée pour l'occasion.

À l'issue de trois jours d'échanges, d'exposition et de vente, les journées promotionnelles ont refermé leurs portes sous la présidence du ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO. Les producteurs ont fait part de leurs difficultés essentiellement liées à l'écoulement, au premier responsable du département de l'Agriculture. Le ministre a félicité les producteurs semenciers pour la tenue effective de ces journées et salué la contribution du secteur semencier à l'atteinte de la sécurité

Après la visite des stands d'exposition, le ministre Salifou OUEDRAOGO a félicité l'UNPS-B pour l'initiative de la foire aux semences

**P**our encourager l'utilisation des semences améliorées, l'UNPS-B a organisé des Journées promotionnelles de semences agricoles améliorées certifiées (J-PROSAC), les 16, 17 et 18 mai 2019 à la Maison du peuple de Ouagadougou. L'objectif de ces journées est de contribuer à la promotion et à la l'utilisation efficiente des semences agricoles améliorées certifiées. En effet, environ 10 mille tonnes de semence agricoles améliorées sont produites annuellement par les membres de l'Union nationale des producteurs semenciers du Burkina (UNPS-B). Mais moins de 50% de cette production est utilisée comme semences. C'est dire que les agriculteurs burkinabè n'ont pas encore adopté les nouvelles variétés.

Pourtant les semences améliorées contribuent de façon significative à l'accroissement des rendements des cultures.

À la cérémonie d'ouverture, le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles représenté par son Conseiller technique, Antoine COMPAORE, a estimé que « la semence est l'élément le plus indispensable à la subsistance humaine ». Conscient de ce fait, le Gouvernement est venu en appui aux producteurs semenciers par « le renforcement de leurs capacités techniques et matériels ainsi que la mise en œuvre d'un cadre législatif réglementaire à leur profit », a indiqué le Conseiller technique Antoine COMPAORE.

Plusieurs activités ont ponctué

alimentaire et nutritionnelle, ainsi que qu'à l'amélioration des conditions de vie des ménages. « Je salue cette initiative qui constitue une véritable vitrine de visibilité des efforts fournis par les acteurs pour une agriculture productive, résiliente et compétitive » a-t-il dit. Salifou OUEDRAOGO a aussi annoncé aux producteurs semenciers, qu'à l'occasion du lancement prochain de la campagne agricole de saison humide, le Gouvernement va, une fois de plus, soutenir l'UNPS-B par l'achat de 4 000 tonnes de semences améliorées au profit des producteurs agricoles.

Les producteurs semenciers ont à leur tour fait un don de semences d'une valeur de deux millions de francs CFA aux personnes déplacées suites aux attaques terroristes et au conflits communautaires. Le don a été réceptionné par le directeur de cabinet du ministre de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire. ●



Le Secrétaire général, Dr Lamourdia THIOMBIANO, procédant à l'ouverture de la foire

## Un regain d'intérêt pour les cultures orphelines

L'Institut de l'environnement et de recherches agricoles (INERA) a tenu, à son siège à Ouagadougou, la 10<sup>ème</sup> édition de la Foire aux semences de variétés améliorées de plantes, du 6 au 9 juin 2019, sous le thème : « *Problématique de la production des semences des cultures orphelines et de niches dans un contexte de changement climatique* ». Exposition ventes de semences améliorées et panels ont marqué cette 10<sup>ème</sup> édition. C'était sous le parrainage du ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO.

**L**e Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Dr Lamourdia THIOMBIANO, représentant le ministre Salifou OUEDRAOGO, a parrainé l'ouverture de la 10<sup>ème</sup> édition de la Foire aux semences de variétés améliorées de plantes, organisée par l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA), le 06 juin 2019. Tenu sous le thème : « *Problématique de la production des semences des cultures orphelines et de niches dans un contexte de changement climatique* », cette foire vise à inciter les producteurs à utiliser à grande échelle les semences de variétés améliorées pour accroître la productivité agricole. Le Secrétaire général, Dr Lamourdia THIOMBIANO, a rappelé que l'amélioration de la productivité agricole passe par l'utilisation des semences améliorées. C'est donc conscient de la place stratégique des semences dans les systèmes de production agricole que le Gouvernement consent des efforts pour la mise à la disposition des producteurs d'intrants de qualité. Pour la présente campagne agricole, a rappelé Dr Lamourdia THIOMBIANO, 4300 tonnes de semences

améliorées certifiées et 33 500 tonnes d'engrais minéraux sont distribuées à prix subventionnés. Il a félicité l'INERA pour les efforts fournis afin d'assurer la production de semences améliorées de pré-base et de base.

La foire a reçu la visite du ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, le 08 juin dernier. Pour lui, les cultures orphelines et de niches, de par leur contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi qu'aux recettes d'exportation, sont des spéculations à promouvoir dans le contexte du changement climatique. Cependant, ces cultures sont peu développées

en raison de la faible disponibilité des variétés améliorées et de la non maîtrise des bonnes pratiques agricoles par les producteurs. Le ministre Salifou OUEDRAOGO a encouragé les acteurs de cette foire dont l'objectif est d'inciter à l'utilisation à grande échelle des semences améliorées ●



Le ministre Salifou OUEDRAOGO a encouragé les acteurs de la foire aux semences de variétés améliorées



# Le ministre Salifou OUEDRAOGO présente les conditions de faisabilité à Rome

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, conduit la délégation burkinabè à la 41e session de la conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), du 22 au 29 juin 2019 à Rome en Italie. En marge de cette session ayant abouti à l'élection du nouveau directeur général de l'agence onusienne, en la personne de Qu DONGYU, les ministres en charge de l'agriculture de l'Union africaine et de l'Union européenne se sont entretenus sur la promotion des chaînes de valeurs agricoles.



Photo: M.A.A.H.

A la faveur de la 41e Conférence de la FAO le Burkina Faso a été élu au Conseil d'administration de l'agence onusienne pour la période 2019-2022.

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) tient sa 41e conférence, du 22 au 29 juin 2019 à son siège à Rome. Outre l'élection du Chinois Qu DONGYU, au poste de Directeur général pour succéder au Brésilien José Graziano da SILVA, les participants à la conférence vont examiner la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture en lien avec les mouvements migratoires.

Par ailleurs, les ministres africains de

l'agriculture ont échangé avec leurs homologues européens à la faveur de la 3e conférence ministérielle UA-UE, axée sur la promotion des chaînes de valeurs agricoles pour un développement durable.

En sa qualité de président du Comité technique spécialisé de l'Union africaine en charge des questions de développement de l'agriculture sur le continent, le ministre de l'Agriculture et des Aménagements hydro-agricoles du Burkina Faso, Salifou OUEDRAOGO, a indiqué, dans une déclaration, la voie à suivre pour réussir la mutation des chaînes

de valeurs agricoles en Afrique. La mise en place de systèmes fiables pour mobiliser les ressources financières au profit des investissements dans les chaînes de valeur constitue une condition fondamentale. La promotion des avantages comparatifs des pays, l'exploitation des accords commerciaux et des zones de libres échange, l'utilisation des Technologies de l'information et de la communication complètent la liste des conditions de faisabilité. Le ministre Salifou OUEDRAOGO a également relevé l'importance d'une vision collective de la gestion des chaînes de valeur basée sur le partage de l'information, la confiance, la prise de décision conjointe et le développement des habilités de marketing.

Suite à la page 19

# « Le Burkina Phosphate est incontournable pour une production agricole durable », Dr Brahim SORGHO



Photo: M.A.A.H.

Dr Brahim SORGHO, DG / SEPB

L'amendement des sols est un impératif pour le Burkina dont 90% des sols sont pauvres en phosphore. Ce qui constitue un frein à la productivité agricole. La Société d'Exploitation des Phosphates du Burkina (SEPB) travaille à lever cette entrave. Son Directeur général, Dr Brahim SORGHO, explique dans cette interview la vision, les missions et les grands chantiers de la structure qu'il dirige.

## Présentez de façon succincte la Société d'Exploitation des Phosphates du Burkina (SEPB). Quelle est votre vision pour elle ?

La Société d'Exploitation des Phosphates du Burkina (SEPB) est une Société d'Etat née de la transformation de l'ex Projet Burkina Phosphate. Elle est investie d'une mission de service public stratégique d'intérêt général dans les domaines de la fourniture de phosphates bruts pour corriger les carences des sols burkinabè et du contrôle de qualité des engrais importés au Burkina Faso. La SEPB est également chargée de l'exécution technique des expérimentations et des démonstrations de phosphates sur le terrain, ainsi que de l'appui à la mise en œuvre de la politique de gestion durable de la fertilité des sols.

Pour ce faire, elle extrait et broie les gisements de phosphates bruts des villages de Kodjari, d'Alou-Djouana, d'Arly et de toutes les autres localités du Burkina Faso en vue de leur utilisation dans l'agriculture en combinaison avec la fumure organique.

La SEPB procède à la formulation, à partir de phosphates bruts, d'engrais contenant du phosphore, de l'azote et du potassium (NPK et Urée) pour contribuer à la réduction de la facture d'engrais du Burkina Faso. Aussi, elle est investie de l'exécution de tous les travaux, de

toutes les opérations commerciales ou industrielles, mobilières ou immobilières, financières ou civiles se rattachant directement ou indirectement aux activités principales ou à tous les objets similaires et connexes susceptibles de favoriser le développement de la Société. Sa mission est d'utiliser les gisements de phosphates du Burkina dans l'agriculture pour l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du peuple burkinabè.

Notre vision est de faire de la SEPB une Société d'Etat de référence qui prend en charge l'ensemble de ses missions

stratégiques pour accompagner l'Etat dans la gestion durable de la fertilité des sols pour une agriculture durable qui permettra d'atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans notre pays.

### **A combien peut-on estimer la réserve nationale des phosphates au Burkina ?**

Jusqu'à ce jour, notre pays a pu mettre en évidence trois (03) gisements de phosphates qui sont tous situés dans la région de l'Est. Il s'agit du gisement de Kodjari que nous exploitons actuellement pour produire du Burkina Phosphate (BP). Les réserves prouvées de ce gisement sont estimées à 100 000 000 tonnes. Il y a également les gisements d'Arly, situés dans le parc d'Arly et d'Aloub-Djouana dans le parc W. Les réserves prouvées de chacun de ces gisements sont estimées à 50 000 000 tonnes. Le Burkina dispose donc de 200 000 000 tonnes de réserves prouvées de phosphates qui sont susceptibles d'évoluer avec une réévaluation des gisements découverts depuis les années 1970 et une découverte de nouveaux gisements.

### **Quels sont les produits issus de la transformation des phosphates ? Quelle est la quantité moyenne produite par an ?**

Pour l'instant, un seul produit est issu de la transformation du phosphate. Il s'agit du Burkina Phosphate qui est de la poudre de phosphate naturel ensachée dans des sacs de 50 kg et vendue à 4500 F CFA l'unité. Ce produit est utilisé pour corriger la carence de nos sols car les études ont montré que plus de 90% de nos sols sont pauvres en phosphore. Aussi, il est utilisé pour rehausser le potentiel hydrogène des sols acidifiés par l'usage intensif des engrais chimiques. Dans un futur proche, nous allons produire des engrais minéraux à partir de nos phosphates. Il convient ici de lever un amalgame qui a toujours été fait. Le Burkina Phosphate est un amendement et non un engrais. L'amendement est un produit apporté au sol pour améliorer les qualités physico-chimiques et biologiques du sol tandis que l'engrais est un produit apporté au sol pour nutrition complémentaire de la plante.

### **Vous avez l'ambition de créer, avec vos partenaires, des unités de productions d'engrais à base de phosphate. Comment évolue ce projet ?**

Dans la mise en œuvre de l'un de notre important objet social à savoir « formuler, à partir de phosphates bruts, d'engrais contenant du phosphore, de l'azote et du potassium (NPK et Urée) pour contribuer à la réduction de la facture d'engrais du Burkina Faso », le projet de construction d'une unité de production d'engrais à base des phosphates du Burkina a été inscrit comme un projet structurant dans le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). A la faveur de la table ronde de Paris en France, l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) s'est intéressé à ce projet. Nous sommes donc en échange avec l'OCP pour aboutir à la construction de l'unité de production pour le bonheur de nos braves producteurs. Nous avons reçu une équipe de l'OCP qui nous a fait l'économie de l'étude technico-économique de l'unité de production d'engrais. Il est ressorti de cette étude que les phosphates du Burkina sont aptes à produire du Superphosphate Simple (SSP). Le superphosphate simple (SSP) est un engrais obtenu par attaque à l'acide sulfurique et contient entre 16 et 20 % de pentoxyde de phosphore (P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>).

Il nous faut donc mettre en place une stratégie efficace et cohérente au sein de la SEPB pour répondre durablement au besoin urgent d'engrais de notre pays et même conquérir le marché de certains pays voisins.

### **Comment le « Burkina phosphate » peut-il contribuer à une production agricole durable et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burkina Faso ?**

Le Burkina Phosphate est incontournable pour une production agricole durable afin d'assurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle à notre pays. L'ensemble de nos sols sont fortement carencés en phosphore, ce qui est un facteur limitant de la productivité agricole. Il est donc conseillé aux producteurs d'appliquer le Burkina Phosphate aux sols, surtout en le combinant avec le compost pour un redressement systématique de la carence phosphatée initiale.

Face à cette question de la pauvreté de nos sols, la SEPB a pris la mesure de la situation et a noué des collaborations avec des partenaires importants notamment l'ONG GreenCross et le Programme National des Biodigesteurs pour assurer la promotion, la vulgarisation et la disponibilité du compost phosphaté. De

plus, la SEPB va continuer d'établir des collaborations avec d'autres acteurs dans le but de mettre en place un consortium pour solliciter l'accompagnement des partenaires techniques et financiers du secteur rural.

### **Avez-vous un mot de conclusion de cet entretien ?**

Pour terminer, nous invitons les responsables des sociétés cotonnières (SOFITEX, SOCOMA et FASOCOTON), de la Société sucrière (SN-SOSUCO) et des différents pôles de croissance (BagréPôle, Sourou, etc.) à inclure le Burkina Phosphate dans les pratiques agricoles car il faut que nos sols de cultures se portent bien avant de leur appliquer de l'engrais.

L'amendement des sols est un impératif qui doit fortement être pris en compte dans les différents projets et programmes de développement agricole ●

Suite de la page 17



M. Qu DONGYU, nouveau DG de la FAO

Le ministre OUEDRAOGO a manifesté son espoir de voir « les conclusions de la 3e conférence ministérielle UA-UE contribuer à libérer le potentiel d'une transformation rurale en faveur de nos pauvres paysans ». Il s'est engagé à « faire preuve d'exemple dans la mobilisation des acteurs du continent pour une mise en œuvre de la Déclaration politique issue de cette conférence et de son plan d'actions ».

La délégation burkinabè s'est entretenue avec les délégués du Gabon, dans le cadre de la coopération sud-sud et triangulaire.

Les participants à la 41e session de la Conférence de la FAO ont élu le Chinois Qu DONGYU au poste de Directeur général, en remplacement du Brésilien José Graziano Da SILVA qui a dirigé l'agence onusienne entre 2011 et 2019, à la suite du Sénégalais Jacques DIOUF. La Française Catherine GESLAIN-LANEELLE et le Géorgien Davit KIRVALIDZE étaient en lice pour le poste ●

# Un dispositif international de lutte contre l'insécurité alimentaire

En marge de la Réunion restreinte du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) qui s'est tenu du 2 au 5 avril 2019 à Bruxelles, le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, et le Secrétaire général, Dr Lamourdia THIOMBIANO, ont participé à une rencontre internationale de haut niveau sur « *l'Agriculture et l'alimentation dans des contextes de crises* », les 2 et 3 avril 2019.



Photo: M.A.A.H.

Le ministre Salifou OUEDRAOGO et le Secrétaire Général, Dr Lamourdia THIOMBIANO, ont participé la Réunion restreinte du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA)

**I**l s'est agi d'examiner les résultats définitifs de la saison agropastorale 2018-2019 et de faire le bilan de la mise en œuvre des plans de réponse au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, accompagné du Secrétaire Général, Lamourdia THIOMBIANO, a participé à la Réunion restreinte du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) qui s'est tenu du 2 au 5 avril 2019 à Bruxelles, en Belgique. Co-organisée par le Secrétariat Exécutif du Comité Inter-

États de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) en collaboration avec les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, la réunion restreinte se tient dans le prolongement d'une rencontre internationale de haut niveau sur « *l'Agriculture et l'alimentation dans des contextes de crises* », les 2 et 3 avril 2019. Cette rencontre

permettra de présenter le travail du Réseau et de partager ses réalisations et ses expériences avec une plus large audience internationale.

En rappel, le Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) au Sahel et en Afrique de l'Ouest résulte de la grave crise agricole et alimentaire de 1984/1985 ●



Les membres du Comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire ont formulé plusieurs recommandations

# Un niveau de récoltes globalement satisfaisant

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, a participé à la huitième réunion du comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le 17 mai 2019 à Niamey. En prélude à cette instance, les ministres de l'Agriculture et de l'Élevage de l'UEMOA ont tenu une réunion préparatoire, le jeudi 16 mai.

La huitième réunion du comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'UEMOA s'est tenue le 17 mai 2019 à Niamey, sous l'égide du président nigérien Issoufou MAHAMADOU. Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles du Burkina Faso, Salifou OUEDRAOGO, a participé, aux côtés de ses homologues, à la définition des orientations visant la promotion durable de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la sous-région.

Les pays membres de l'UEMOA ont enregistré à l'issue de la campagne agricole écoulée une production céréalière chiffrée à 31, 18 millions de tonnes. La quantité de tubercules produite dans la sous-région est estimée à 24, 27 millions de tonnes. La production halieutique est évaluée à 940 838 tonnes. Le comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle a salué « un niveau de récoltes globalement satisfaisant ».

Mais 1, 71 millions de personnes ont un besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle durant la période courante mars-mai 2019. L'absence de mesures appropriées pourrait conduire à la hausse de ce chiffre à 2, 83 millions de personnes, notamment au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal.

Pour faire face à cette situation, le comité de haut niveau a recommandé aux Etats de diligenter la mise en œuvre de plans de réponses et d'urgences d'assistance alimentaire en faveur des populations vulnérables. La peste porcine africaine et la gourme ainsi que la grippe équine et asine préoccupent le comité de haut niveau. Il suggère aux Etats une analyse de l'impact de ces épizooties et la quête du bien-être animal.

Les participants à la rencontre ont invité les parties prenantes à intensifier la lutte contre la chenille légionnaire, à mettre à l'échelle les bonnes pratiques en matière de gestion durable des terres, et à définir des programmes de conservation, de domestication et de transformation

des produits forestiers non ligneux. L'amélioration de la compétitivité des filières aquacoles et l'évaluation des potentialités fourragères dans les zones d'accueils des troupeaux transhumants sont également dans la ligne de mire des leaders ouest-africains en charge de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le comité de haut niveau a manifesté son attachement à la Politique agricole de l'Union et au Programme communautaire décennal de transformation de l'agriculture pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (PCD-TASAN), appelant la Commission de l'UEMOA à poursuivre leur mise en œuvre. Ces référentiels portent les ambitions d'intensification des productions agrosylvo-pastorales et halieutiques et d'amélioration des échanges intracommunautaires des produits agricoles dans les Etats membres. « La campagne agricole 2019-2020 enregistrerait des quantités de pluies supérieures à la normale, un démarrage précoce à normal et des écoulements globalement moyens à supérieurs au niveau des principaux cours d'eau », prévient le comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il conseille alors aux acteurs « des espèces et variétés adaptées » et met en garde contre « l'occupation anarchique des zones inondables » ●

# Les acteurs identifient les défis à Rome

Les 12 et 13 juin 2019 s'est tenu à Rome un séminaire international sur la transformation numérique de l'agriculture auquel a pris part une équipe de la Direction des services informatiques du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, conduite par son premier responsable, Boukaré Sébastien YOUNGBARE. Le séminaire a permis aux parties prenantes d'identifier les défis de la transformation numérique qui s'imposent au développement du monde rural, celui de l'agriculture en particulier.



L'équipe de la Direction des services informatiques participant au séminaire

**L**e secteur agricole a subi des transformations importantes grâce aux outils numériques. Ces outils ont permis d'améliorer la production et la productivité agricoles, d'accélérer la mise sur le marché des produits, de rationaliser la chaîne d'approvisionnement et de réduire les coûts d'exploitation agricole. Ce changement numérique doit faire face à un certain nombre de défis tels que la cyber sécurité, la protection des données, le remplacement et la formation de la main-d'œuvre, la fracture numérique, entre autres. Pour relever ces défis au Burkina Faso, une équipe de la Direction des services informatiques du ministère de

l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, conduite par son premier responsable Boukaré Sébastien YOUNGBARE, a pris part à un séminaire international sur la transformation numérique de l'agriculture, organisé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Rome, les 12 et 13 juin derniers. L'objectif de la rencontre était d'identifier les défis que la transformation numérique représente pour l'agriculture et les

systèmes ruraux. La rencontre a également permis d'explorer des pistes pour évaluer à la fois les risques et les opportunités de la transformation numérique tout au long des chaînes de valeur et dans les zones rurales, ainsi que la nécessité de mettre en place une stratégie pour accroître la maturité numérique dans le domaine agricole. Le séminaire a réuni plusieurs acteurs tels que les décideurs, les partenaires du développement, les acteurs du secteur public et privé et les universitaires ●

# La Chine soutient les exploitants du site maraîcher de Tintilou

Le Directeur général des productions végétales, Pascal SOUBEIGA, représentant le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, a présidé la cérémonie de remise officielle du site maraîcher de Tintilou par la République populaire de Chine, ce 15 mai 2019.



L'ambassadeur Li JIAN et les autorités du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles ont visité le site maraîcher de Tintilou

**A**ménagé sur une superficie d'un hectare sous la houlette du Projet riz pluvial (PRP), le site maraîcher de Tintilou dispose de la technologie d'irrigation goutte-à-goutte et a coûté environ 10 millions de FCFA. Ledit site a été officiellement remis aux populations de la localité le 15 mai dernier.

Selon l'ambassadeur de la république populaire de Chine au Burkina, Li

JIAN, ce site est l'expression du partage d'expériences entre son pays et celui des hommes intègres. Pour lui, le site maraîcher de Tintilou va contribuer à améliorer les conditions de vie des populations, des femmes notamment.

Pour sa part, le Directeur général des productions végétales, Pascal SOUBEIGA, a rappelé que la gestion partielle ou totale de l'eau est une option stratégique du ministère de l'Agriculture et des Aménagements

Hydro-agricoles. Pour lui, le site maraîcher de Tintilou prend en compte la gestion rationnelle de cette denrée rare qu'est l'eau. Il a invité les populations de Tintilou à gérer durablement ce joyau.

Avant la cérémonie de remise officielle du site maraîcher de Tintilou, la délégation chinoise a visité le périmètre irrigué de Nariou, dans la région du Centre-Ouest. Les 84 exploitants de ce site ont reçu de la délégation une motopompe. De même les périmètres de Tintilou et de Zambanega ont bénéficié chacun d'une tonne d'engrais ●

# Le PACTE obtient le quitus de l'Assemblée nationale

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, était devant la représentation nationale, le lundi 20 mai 2019 pour l'examen, en plénière, du projet de loi portant ratification de l'accord de prêt pour le financement du Projet d'agriculture contractuelle et transition écologique (PACTE) au Burkina Faso. La mise en œuvre du projet nécessite un financement de 25 milliards 254 millions de francs CFA, dont 6 milliards 560 millions de francs CFA sont accordés par l'Agence française du développement (AFD), sous forme de prêt. Les députés ont donné leur quitus pour la ratification de l'accord de prêt. Le PACTE va permettre de satisfaire la demande alimentaire par le développement de l'agriculture contractuelle, l'intensification agro-écologique et la professionnalisation des acteurs.



Le ministre Salifou OUEDRAOGO expliquant le PACTE aux députés

**L**a Commission des affaires étrangères et des Burkinabè de l'étranger (CAEBE) de l'Assemblée nationale a présenté aux parlementaires le projet de loi sur la ratification de l'accord de prêt pour le financement du Projet d'agriculture contractuelle et transition écologique (PACTE), introduit par le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO. A la demande des élus nationaux, le ministre Salifou OUEDRAOGO a apporté des précisions sur la notion d'agriculture contractuelle et les actions du projet. L'agriculture contractuelle, selon le ministre, est un système agricole qui

permet aux producteurs de vendre à l'avance leurs productions. L'action du projet consistera à subventionner les coopératives paysannes pour la production de spéculations. La mise en œuvre du projet prend également en compte le volet écologique. Il permettra de récupérer plusieurs hectares de terres dégradées. Le projet couvrira le territoire national pendant cinq ans. En effet, pour le financement du PACTE, l'Agence française de développement a accordé la somme de 6 milliards 560

millions de francs CFA sous-forme de prêt. Le Gouvernement, à travers le ministère en charge de l'Agriculture, a introduit un projet de loi demandant l'autorisation de ratification de cet accord. Après examen du projet de loi, les députés ont, à l'unanimité, donné leur quitus pour la ratification de l'accord de prêt. En plus de ce prêt, le projet bénéficie d'un don de 3 milliards 280 millions de francs et de 10 milliards 823 millions de francs CFA, respectivement de l'Union européenne et de l'AFD ●



# Un plan de soutien au profit des personnes vulnérables

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, a animé une conférence de presse sur le Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition (PRSPV) de 2019, le vendredi 29 mars à Ouagadougou. Le coût global du PRSPV 2019 est estimé à 27 814 752 589 F CFA.



Photo: M.A.A.H.

Photo: M.A.A.H.

Une vue du présidium de la conférence de presse sur le Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition

Le Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition (PRSPV) a été élaboré suite à une analyse de la vulnérabilité alimentaire du pays à partir des résultats prévisionnels de la campagne agropastorale 2018/2019. Cette analyse fait ressortir en situation projetée (juin-août 2019) qu'environ 3 745 200 personnes seront sous stress alimentaire et environ 676 200 personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère dont 24 283 personnes en « phase urgence ». « C'est pour faire face à cette situation que ce Plan, d'un coût global de 27 814 752 589 F CFA, a été élaboré par le dispositif national de sécurité alimentaire pour soutenir les populations vulnérables et qui vient d'être adopté par le Gouvernement au Conseil des ministres du 27 mars 2019 », a précisé le ministre Salifou OUEDRAOGO. Et d'ajouter que ledit plan permettra d'apporter une réponse aux besoins spécifiques des ménages à risque d'insécurité

alimentaire, de malnutrition et à réduire les effets des crises sur les populations et le bétail par la protection des moyens d'existence. Il sera déployé dans trois domaines. En matière d'assistance alimentaire, le Gouvernement mettra à la disposition de 28 323 ménages vulnérables, 8 497 tonnes de céréales de base à prix social et subventionné d'une valeur de 2 555 504 028 F CFA. 77 810 ménages soit 544 668 personnes vulnérables bénéficieront de la distribution gratuite de 19 608 tonnes de vivres à travers le Conseil National de Secours d'Urgence pour un coût estimé à 6 176 533 532 F CFA. Les opérations de Cash (for work et inconditionnel) seront mises en œuvre au profit de 44 311 ménages pour un coût global de 4 718 338 374 F CFA.

En ce qui concerne la protection des moyens d'existence 18 623 tonnes d'aliments bétail d'une valeur de 3 260 358 681 F CFA ainsi que 628 tonnes de semences fourragères d'un coût global de 605 487 520 F CFA au profit de 78 175 ménages seront mises à la disposition des éleveurs

à prix subventionné et en distribution gratuite. La distribution gratuite de noyaux reproducteurs (petits ruminants et volaille) concernera 13 368 ménages. Pour l'appui à la production végétale (maraichage et pluviale notamment semence de céréales et niébé) dans les zones vulnérables, le PRSPV permettra de toucher 18 187 producteurs pour un montant de 1 229 522 387 F CFA.

En matière d'assistance nutritionnelle 3 940 292 089 F CFA seront déployés pour la prise en charge des enfants dont 42 206 en situation de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 102 051 en situation de malnutrition aiguë modérée (MAM). La prévention selon le programme d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) permettra de mettre 4 944 tonnes de farine infantile à la disposition de 68 652 enfants. Pour le ministre Salifou OUEDRAOGO, le PRSPV 2019 envisage l'approvisionnement en eau potable à travers la réhabilitation de 410 forages, de 50 forages pastoraux et la création de jardins nutritifs au profit de 920 ménages pour un coût évalué à 164 900 000 F CFA.

La conférence de presse a été l'occasion pour le premier responsable du département, Salifou OUEDRAOGO, de faire le bilan de la mise en œuvre du PRSPV 2018. Avec un coût prévisionnel de 81 491 002 888 F CFA, le PRSPV 2018 a été financé à hauteur de 77,98 % pour un taux d'exécution physique de 83,71% ●



À Bakata dans la province du Ziro, les bénéficiaires du ProValAB ont dit leur satisfaction aux acteurs de mise en œuvre du projet.

## Des partenaires et des acteurs satisfaits de la mise en œuvre

Le Projet de Valorisation Agricole des petits Barrages (ProValAB) a organisé, du 15 au 17 mai 2019 à Ouagadougou, la première réunion de revue annuelle Gouvernement du Burkina Faso-Suède. Cette session avait pour objectif de faire le bilan des réalisations de l'année 2018. Elle a aussi permis la prise de décisions concertées en vue d'améliorer les interventions du projet.

La première réunion de revue annuelle Gouvernement du Burkina Faso-Suède du PROVALAB s'est tenue du 15 au 17 mai 2019 à Ouagadougou. La mise en œuvre du Plan de travail et de budget annuel (PTBA) 2018 fait ressortir la tenue de 22 sessions de formation. 489 producteurs dont 199 femmes ont bénéficié de formation sur la pratique de gestion de la fertilité des sols, la technique de compostage, la production de riz, de choux, de tomates, d'oignons, etc. Dans le domaine de la pêche, 90 pêcheurs ont également bénéficié de formation sur les techniques de pisciculture. Toujours au titre du PTBA 2018, il ressort du bilan que six sites ont été effectivement empoissonnés avec soixante mille (60.000) alevins. Il s'agit de Dablo, Selmiga, Zanré, Boudiéri, Dakiri et Zoungou. Le diagnostic sur les connaissances en techniques post-récoltes et commerciales des producteurs fait ressortir 6 395 personnes formées dont 50,3 % de femmes. Ces réalisations font ressortir un taux d'exécution physique de 74% du PTBA 2018. Ce bilan a été jugé satisfaisant par les acteurs.

Selon le chargé d'études représentant le Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Brama BARRO, « les barrages constituent des sources d'eau mobilisées pour divers usages dont l'apport est considérable pour l'amélioration de la production agro-sylvo-pastorale. Cependant, en matière de

gestion efficace de l'eau mobilisée dans ces barrages pour une production agricole durable, beaucoup reste à faire ». La rencontre a connu la présence effective des bénéficiaires et du partenaire technique et financier, la Suède. Pour la cheffe de coopération de l'ambassade de Suède au Burkina Faso, Susanna HUGHES, « à travers la mise en œuvre du ProValAB, la Suède entend réaffirmer son engagement à accompagner le Burkina Faso dans la diversification et l'accroissement des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques en vue de contribuer au développement économique et social ». Les participants à la première réunion de revue annuelle Gouvernement du Burkina Faso-Suède ont effectué une visite des réalisations du projet à Bakata dans la province du Ziro. Il s'est agi pour la mission conduite par le Haut-Commissaire de la province, Boureima TIENDREBEOGO, de visiter le barrage et ses périmètres irrigués. La superficie aménagée est de 43,32 ha avec 94 exploitants dont 25 femmes. Les spéculations exploitées sont le maïs, le riz, la tomate, les oignons, la banane, le

tangelo, etc. C'est une population joyeuse qui a accueilli la mission à son arrivée. A cette occasion, la mission a échangé avec les bénéficiaires. « Depuis l'aménagement du barrage et des périmètres irrigués, nos conditions de vie ont changé. Même en saison sèche nous arrivons à produire. Nous mangeons mieux et j'arrive à scolariser mes enfants avec les bénéfices que je réalise en vendant mes récoltes. L'aménagement de ce barrage a mis fin à l'exode de nos jeunes vers les grandes villes. Pour cela je ne peux que remercier le projet d'avoir pensé à nous », a également déclaré le président du Comité des usagers de l'eau (CUE), Bassirou SAKANDE. « Notre plus gros souci est le manque d'infrastructure routière pour acheminer nos récoltes vers les acheteurs. Nous sollicitons l'aide du Gouvernement pour l'aménagement d'une voie d'accès à notre village », a-t-il plaidé. Aux termes des échanges, le Haut-Commissaire a déclaré que cette visite a permis aux Partenaires techniques et financiers (PTF) et aux acteurs d'apprécier le travail abattu par les producteurs et d'échanger avec eux sur les réalisations.

Le ProValAB participe à la valorisation agricole des plans d'eau, l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'accroissement des revenus des populations (hommes et femmes) des communes abritant les différents barrages. Il accorde une attention particulière au genre et à l'autonomisation économique des femmes, au regard de leur importante contribution à la mise en valeur des petits barrages. Le projet intervient sur 17 sites répartis dans six (6) régions à savoir les régions *Suite à la page 27*

# Bientôt un marché à bétail pour Sissamba

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, a procédé à la pose de la première pierre d'un marché à bétail à Sissamba dans la région du Nord, le samedi 13 avril 2019. La réalisation de cette infrastructure s'inscrit dans le cadre de la dynamisation des secteurs porteurs de l'économie nationale, conformément aux objectifs du Plan national de développement économique et social (PNDES). Le coût de réalisation de l'infrastructure est évalué à 127 millions de francs CFA. Le financement est assuré par le Programme de croissance économique dans le secteur agricole (PCESA), avec l'appui du Royaume de Danemark. La durée d'exécution est de trois mois.



Le ministre Salifou OUEDRAOGO a posé la première pierre de la construction du marché de Sissamba

**D**ans trois mois le village de Sissamba, dans la commune de Ouahigouya, aura un marché à bétail. La pose de la première pierre, par le ministre de l'Agriculture et Aménagements Hydro-agricoles, Salifou Ouédraogo, est intervenue le samedi 13 avril 2019. Selon le ministre, la construction d'une telle infrastructure entre dans le cadre d'une action globale de dynamisation des filières porteuses dans la région. Des infrastructures similaires ont

été construites à Séguénégué et Koumbri. Le ministre Salifou OUEDRAOGO a annoncé qu'un abattoir moderne d'un coût estimé à un milliard cinq cent mille francs CFA sera érigé à Ouahigouya et sera alimenté par ces marchés.

Pour le maire de la commune de Ouahigouya, Boureima Basile

OUEDRAOGO, cette infrastructure répond aux besoins de la population car elle annonce de nouvelles perspectives pour la filière bétail-viande. L'infrastructure financée par le Programme de croissance économique dans le secteur agricole (PCESA) avec l'appui du Royaume de Danemark, va coûter 127 millions ●

# Le Système d'information foncier présenté aux acteurs



Photo: M.A.A.H.

Le Directeur général en charge du foncier, André Anatole YAMEOGO (au milieu), a présidé la présentation du SIF aux acteurs du monde rural

La Direction générale du foncier, de la formation et de l'organisation du monde rurale (DGFOMR) a tenu, le vendredi 22 mars 2019 à Ouagadougou, un atelier national de présentation du Système d'information foncier (SIF) pour la gestion foncière rurale au niveau communal. L'objectif de cette rencontre est de promouvoir les bonnes pratiques en matière de gestion foncière rurale à travers la présentation du SIF, développé par le Projet d'appui aux communes de l'Ouest du Burkina Faso en matière de gestion du foncier rural et des ressources naturelles (PACOF/GRN) au profit des communes de sa zone d'intervention.

**E**n vue d'une meilleure gouvernance foncière, le Gouvernement burkinabè a adopté en 2009, la Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural (PNSFMR) et la loi N°034-2009/AN portant régime foncier rural. Malgré les efforts consentis par les différents acteurs pour l'appropriation de la réforme par les communes, le principal défi du processus demeure l'application généralisée de ladite loi. Dans la perspective d'accompagner ces communes pour la gestion du processus de délivrance des Attestations de possessions foncières rurales (APFR), les échanges des acteurs du Projet d'appui aux communes de l'Ouest du

Burkina Faso en matière de gestion du foncier rural et des ressources naturelles (PACOF/GRN) en 2016 ont abouti à la conception d'un Système d'information foncier (SIF) pour la gestion foncière rurale au niveau communal. C'est pour promouvoir les bonnes pratiques dans la mise en œuvre de la PNSFMR que la Direction générale du foncier, de la formation et de l'organisation du monde rurale (DGFOMR) en collaboration avec le PACOF/GRN a organisé, ce vendredi 22 mars 2019 à Ouagadougou, un atelier national en vue de partager l'outil SIF avec les acteurs fonciers nationaux et tous les partenaires.

Cette activité a permis de

présenter l'outil SIF aux participants à travers des démonstrations concrètes. Selon le Directeur général en charge du Foncier, André Anatole YAMEOGO, le SIF a pour objectif de gérer, de façon informatisée, les informations littérales et spatiales liées aux processus de délivrance des Attestations de possessions foncières rurales (APFR) et des autres actes prévus par la loi. « *Il contribue à l'amélioration de la gouvernance foncière rurale et doit permettre à terme la dématérialisation de l'information liée aux processus de sécurisation foncière qu'il convient de gérer avec efficacité et transparence* », a-t-il dit.

En rappel, l'outil SIF est composé d'une base de données relationnelles et spatiales et d'une application logicielle bureautique de type open source (Qgis). A ce jour, son utilisation par les agents SFR est une réalité et les APFR sont délivrées à partir de cet outil dans les communes appuyées par le PACOF/GRN ●

# Un comptoir d'achats de maïs et un marché à bétail pour Léo

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, a procédé au lancement des travaux de construction de deux infrastructures à Léo dans la province de la Sissili, le samedi 1er juin 2019. Il s'agit d'un marché à bétail et d'un comptoir de commercialisation de maïs, réalisés par le Programme de croissance économique dans le secteur agricole (PCESA), avec l'appui du Royaume de Danemark. D'un coût global de 500 millions de francs CFA, ces infrastructures vont favoriser la transformation structurelle de l'économie dans la commune de Léo et dans la région du Centre-Ouest.

**L**a commune de Léo, chef-lieu de la province de la Sissili, dans la région du Centre-Ouest, aura bientôt un marché à bétail et un comptoir d'achat de maïs. Les travaux de construction de ces infrastructures ont été lancés, le samedi 1er juin 2019 à Léo, par le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO. Le marché à bétail est composé, entre autres, de 12 box pour petits ruminants, d'un hangar de négociation, de parcs de vaccination et d'une fosse fumière, le tout équipé d'un forage solaire. Le comptoir d'achats comprend quatre magasins dont deux de 250 tonnes et deux de 500 tonnes et une aire de séchage. Selon le ministre Salifou OUEDRAOGO, la commune de Léo constitue une agropole économique de la région du Centre-Ouest et ces infrastructures vont permettre de booster l'économie locale. « Avec ce comptoir d'achats, nous pourrions éviter les achats à bord champ », a dit le ministre Salifou OUEDRAOGO. « Le marché à bétail va permettre à l'ensemble des acteurs de bénéficier des retombées de la filière bétail-viande », a-t-il poursuivi. Ces réalisations dont le coût est estimé à 500 millions de francs CFA, sont l'œuvre du Programme de croissance économique dans le secteur agricole (PCESA), avec l'appui de l'ambassade du Royaume du Danemark au Burkina Faso. Le Programme prévoit investir 1 milliard 300 millions de francs CFA dans la région avec la réalisation de sept autres infrastructures d'ici la fin de l'année 2019.

Le maire de la commune de Léo, Abdoul Manane NEBIE, a engagé ses concitoyens à « s'investir pour se hisser à la hauteur des attentes qui ont suscité ces investissements ». Le lancement



Le ministre Salifou OUEDRAOGO a posé la première pierre d'infrastructures économiques à Léo

des travaux, acté par la pose de la première pierre des infrastructures, a été suivi d'une plantation d'arbres.

Après avoir donné le top de départ des travaux, le ministre Salifou OUEDRAOGO, a pu constater l'effectivité de l'opération de mise à disposition des intrants agricoles aux producteurs vulnérables dans la province de la Sissili. « Nous constatons que les dépôts de semences agricoles améliorées sont déjà faits dans les sept communes. Nous constatons également que tout se passe bien », a confié le chef du département de l'Agriculture. Il a encouragé les agriculteurs à l'utilisation des semences améliorées pour l'accroissement de la production et de la productivité agricoles ●

## Suite de la page 24

du Centre, du Centre-Est, du Centre-Nord, du Centre-Ouest, de l'Est et du Plateau Central. Il comprend quatre (4) composantes à savoir la gestion durable des infrastructures, la mise en valeur de l'eau et des terres aménagées, la mise en valeur économique des produits agricoles et la gestion du projet. Le coût du projet est estimé à environ six milliards soixante millions (6.060 000 000) de francs CFA. A terme il devrait permettre aux ménages d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'accroître leurs revenus par la valorisation de l'eau des petits barrages grâce au développement des chaînes de valeur porteuses ●

# Le ministre Salifou OUEDRAOGO témoigne sa reconnaissance aux retraités



Photo: M.A.A.H.

Photo de famille du ministre de l'Agriculture et des personnes admises à la retraite

Le ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles a organisé, ce vendredi 22 mars 2019 à Ouagadougou, une cérémonie d'au-revoir aux membres du personnel admis à faire valoir leur droit à la retraite au titre de l'année 2018. Au cours de cette cérémonie, le premier responsable du département, Salifou OUEDRAOGO, a témoigné sa reconnaissance à ses collaborateurs.

**I**ls sont 68 agents du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles admis à faire valoir leur droit à la retraite au titre de l'année 2018. A cette occasion, les autorités et le personnel du ministère ont tenu, le vendredi 22 mars 2019, une cérémonie d'au revoir à leurs collègues. C'était à Ouagadougou dans l'enceinte du département ministériel.

Les retraités, par la voix de leur représentant, Daouda MAÏGA, ont remercié le ministre et l'ensemble de ses collaborateurs pour leur accompagnement au quotidien

durant ces décennies passées dans le département. « *Au cours de nos longues années de travail, nous avons pu noter et apprécier le niveau sans cesse croissant de performances atteintes par notre Département, avec l'accompagnement de tous, sous le leadership éclairé de nos supérieurs* », a dit Daouda MAÏGA. Et d'ajouter : « *Nous partons avec la satisfaction du devoir accompli et nous sommes rassurés que les nombreux agents que nous avons contribué à former continueront l'œuvre non encore achevée* ». Par ailleurs, il a dit être convaincu que les plus jeunes relèveront avec brio les défis en raison

de leur détermination et de leur engagement.

Pour le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, la sortie d'une administration par la retraite est un privilège. Il a salué leur contribution au développement du monde rural. « *Grâce à votre engagement durant toutes ces décennies, marquées par d'énormes sacrifices consentis, de services accomplis avec dévouement et dans le respect de l'éthique et de la déontologie, le monde rural connaît des avancées positives et les résultats atteints aujourd'hui en sont le fruit constituant un socle pour la génération présente et surtout pour celle à venir* », a-t-il dit. Par ailleurs, il a souhaité que l'exemple des devanciers fasse tâche d'huile et conforte le personnel toujours en activité dans sa volonté d'aller de l'avant ●



Les partenaires sociaux ont posé avec le SG du département, Dr Lamourdia THIOMBIANO, pour la postérité

## Le ministre Salifou OUEDRAOGO poursuit les échanges avec les partenaires sociaux

Le ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, et ses collaborateurs ont eu une séance de travail avec les responsables syndicaux, le 23 mai 2019, au sein du département. L'ordre du jour de la rencontre a porté sur la plateforme revendicative du SYNATRAG.

**L**e ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, Salifou OUEDRAOGO, entouré de ses proches collaborateurs, a poursuivi les échanges avec les partenaires sociaux de son département, le 23 mai dernier. Il s'est agi, au cours de la rencontre, d'examiner la plateforme revendicative du Syndicat National des Travailleurs de l'Agriculture (SYNATRAG). Les points abordés lors de la rencontre se rapportent notamment à la distribution des appuis du Gouvernement aux producteurs, à la reconnaissance des diplômés du Centre Agricole Polyvalent Matourkou (CAP M) par le CAMES, à la valorisation des ingénieurs et des techniciens supérieurs de pédologie sur le terrain. La

question de la gestion du personnel bénévole du département a également été évoquée lors de la rencontre.

Il a été convenu de la mise en place d'un groupe de travail pour approfondir les réflexions sur les points qui n'ont pas obtenus de réponses satisfaisantes.

Tout en saluant l'esprit constructif qui a prévalu lors des différentes rencontres, les premiers responsables du département ont souhaité que les partenaires sociaux élaborent un mémorandum sur le processus

de distribution des engrais et qu'ils fassent des propositions dans les prochains jours, pour la transformation structurelle de l'agriculture. Ils ont également réaffirmé leur disponibilité à travailler à l'amélioration des conditions de travail des agents du ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles.

En rappel, la présente rencontre fait suite à celle du 14 mai 2019 où 15 points de la plateforme revendicative du SYNATRAG ont été examinés ●

Agri'News - Trimestriel d'informations du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles

N° 10 Avril-Juin 2019

Directeur de publication

Dr Lamourdia THIOMBIANO (SG/ MAAH)

Rédacteur en chef

Roger SANKARA

Equipe de rédaction

Roger SANKARA, Thierry Sami SOU, Mamadou

DIKITE, Haffissatou SANA, Dominique DIAPPA,

Diane KABORE

Maquette et montage

OMEGA VISION COMMUNICATION

Impression

OMEGA PRINT PLUS

Tél.: 25 31 48 55 / 56 20 20 20



**Direction Générale de la Promotion de  
l'Economie Rurale (DGPER)**

**Projet de Développement de la Valeur  
Ajoutée des Filières Agricoles  
(VAFA)**

**Objectif**

L'objectif global est d'accroître, diversifier et améliorer la qualité de l'offre de produits agro-sylvo-pastoraux.

**Les objectifs spécifiques**

1. Promouvoir la croissance et la diversification de l'offre de produits transformés de la part des opérateurs privés de l'aval des filières agricoles;
2. Accroître de façon durable et respectueuse de l'environnement une production agricole de qualité, qui réponde aux besoins et exigences de l'industrie de transformation et des acteurs aval des filières agricoles;
3. Faciliter l'agriculture contractuelle, par le développement de relations commerciales et techniques stables et équitables entre d'une part les producteurs et leurs organisations professionnelles et d'autre part les acteurs aval de transformation, valorisation et commercialisation ;
4. Aider au développement d'un environnement économique et technique des filières favorable au développement des échanges et du commerce, notamment dans le domaine de l'application du droit des affaires, de la réglementation concernant les normes et la sûreté alimentaire, les produits de niche (label, IG, bio), ainsi que du cadre juridique de l'agriculture contractuelle.

**Les actions à mettre en œuvre**

Renforcement des capacités commerciales, techniques, et de gestion des PME, des acteurs avals des filières, notamment des femmes.

Renforcement des capacités de production et d'organisation des producteurs agricoles et de leurs organisations de base, notamment féminines, dans la valorisation des produits agro-sylvo-pastoraux et répondant mieux aux enjeux climatiques

Etablissement de relations commerciales et techniques stables et équitables entre d'une part les producteurs et leurs organisations professionnelles et d'autre part les acteurs aval de transformation, valorisation et commercialisation.

Facilitation de l'accès durable aux financements bancaires, aux fonds d'investissements privés et aux fonds de garanties, au bénéfice des PME, acteurs aval des filières et coopératives agricoles.

Mise en place et fonctionnement de fonds spécifiques pour l'octroi de subventions.

Appui institutionnel et renforcement des capacités des institutions nationales en charge des filières et de l'entreprenariat agroalimentaire en matière de réglementation sanitaire, de capacités d'analyses alimentaires, de droits des affaires appliqué et de structuration des filières.

**Coût**

Le budget total du projet s'élève à  
**18 366 796 000**  
Francs CFA

La contribution de l'UE  
**15 087 011 000**  
Francs CFA

La contribution du Royaume de Danemark  
**1 311 914 000**  
Francs CFA

La contribution de l'AFD  
**1 311 914 000**  
Francs CFA

La contribution de l'Etat  
**655 957 000**  
Francs CFA

Entités de mise en œuvre : Etat Burkinabè - AFD - DANIDA

**Filières concernées**

- Productions végétales (sauf coton)
- Productions animales
- Produits forestiers non-ligneux

**Zone d'intervention**

Toute l'étendue du territoire national

**Budget**

- AFD	15	MEUR
- UE-FED	14	MEUR
- Burkina Faso	2	MEUR
- Bénéficiaires Finaux	5	MEUR
- Total	36	MEUR
- Total	23,6	Md FCFA



**PROJET D'AGRICULTURE CONTRACTUELLE  
ET TRANSITION ECOLOGIQUE  
2019 - 2023**

**Maître d'Ouvrage**



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET DES  
AMÉNAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES

Direction Générale de la Promotion de  
l'Economie Rurale (DGPER)

**Gestionnaire**



**SOFRECO**

En consortium avec FMS et CAFI-B

Bureau du Gestionnaire:  
01 B.P. 3624 Ouagadougou 01 - Arrondissement 12,  
Secteur 53 (Ouaga 2000) - Tél. +226 25 39 38 39  
E-mail : infospacte@gmail.com

**Objectifs**

**Objectif de développement :**

« Satisfaire la demande alimentaire (en qualité et en quantité) par le développement de l'agriculture contractuelle, l'intensification agro écologique et la professionnalisation des acteurs ».

**Objectifs spécifiques :**

- OS1 : Développer l'accès de coopératives professionnelles aux marchés institutionnels.
- OS2 : Moderniser les filières à valeur ajoutée locale et professionnaliser les acteurs par l'agriculture contractuelle et l'intensification agro écologique à destination du marché privé.
- OS3 : Accompagner le gouvernement dans le développement d'une politique d'agriculture contractuelle appliquée aux filières à valeur ajoutée locale.

**Composantes du PACTE :**

- C1: Renforcement des coopératives pour approvisionner les marchés institutionnels.
- C2: Promotion de l'agriculture contractuelle entre coopératives (de production et de commercialisation) et agro - entreprises de transformation / valorisation.
- C3: Appui institutionnel à la modernisation des filières à valeur ajoutée locale, prioritairement les filières vivrières contribuant à la sécurité alimentaire.
- C4: Gestion du projet.

**Résultats Attendus:**

- **Composante 1:** 40.000t de produits vivriers supplémentaires produits selon les techniques écologiquement intensives et 30.000t vendues aux acheteurs institutionnels pendant la durée du projet.
- **Composante 2:** Pour les produits vivriers 55.000t supplémentaires produites selon les techniques écologiquement intensives dont 40.000t vendues aux transformateurs pendant la durée du projet auxquelles s'ajoutent les produits transformés des autres filières.
- **Composante 3:** Certaines fonctions régaliennes qui reviennent à l'État, comme les normes, les certifications, les labels, le statut des acteurs, l'application de l'AU OHADA, etc. sont améliorées.
- **Composante 4:** Le Gestionnaire assure une gestion efficace et efficiente du projet à travers l'UGP/DGPER.